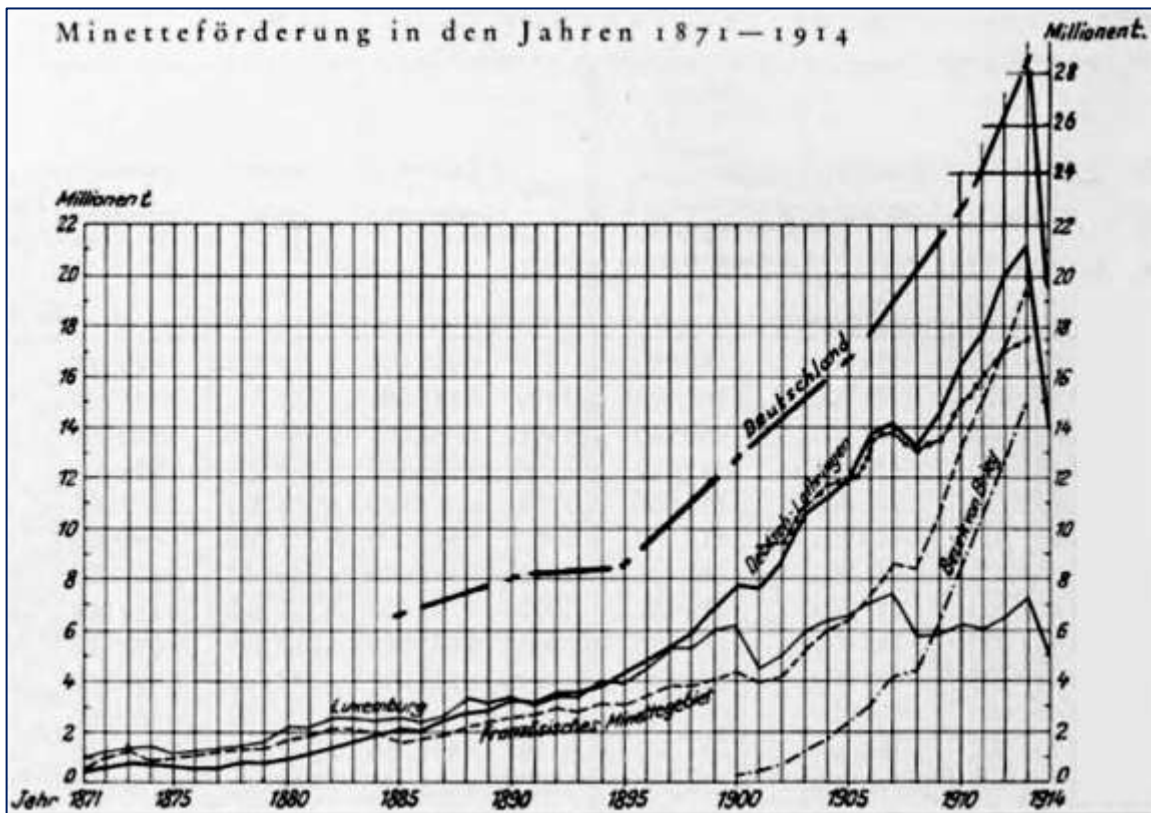


## Allemagne (la sidérurgie française vue d'Allemagne)

L'industrie sidérurgique française a commencé son développement bien avant celle des États allemands et dès le début du XIX<sup>e</sup> siècle la technologie française est observée de près et elle est largement citée dans les revues professionnelles allemandes. La formation de l'Empire allemand marque l'accélération du développement de son secteur sidérurgique. Outre-Rhin on considère alors que la sidérurgie française a l'avantage majeur d'une très grande réserve de minette, un minerai certes pauvre en fer, mais utilisable depuis l'invention du procédé Thomas. Disponible à profusion en Lorraine (française ou annexée), plus particulièrement dans le bassin de Briey (Meurthe et Moselle) où son extraction a presque été multipliée par 50 entre 1900 et 1913, il y a entraîné un développement fulgurant de la production de fonte et d'acier. Cet avantage, régulièrement souligné, n'a pas manqué pas d'entraîner des convoitises lors des guerres.

Fig. 1

Extraction de minette pour les années 1870-1914  
(en millions de tonnes)



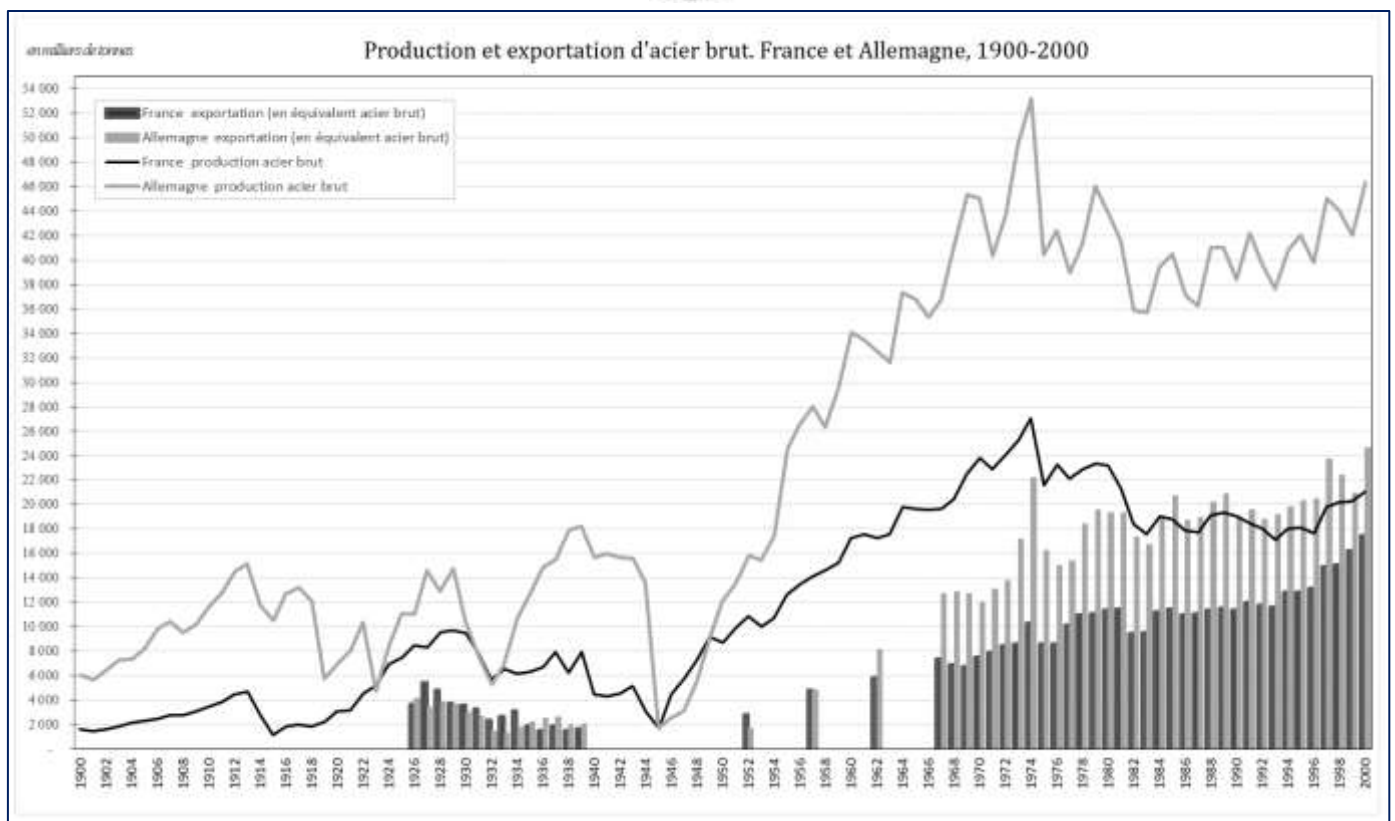
Légende (de haut en bas): Allemagne, Lorraine allemande, Luxembourg, régions françaises de production de minette, Bassin de Briey.

Les usines françaises manquent en revanche de charbon à coke et dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle l'Allemagne est leur premier fournisseur. Les échanges commerciaux dans ce secteur concernent essentiellement ces matières premières, ceux des produits sidérurgiques sont en revanche peu élevés et le restent sur la longue durée. Il en est de même pour les investissements directs qui restent faibles tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, les industriels allemands investissant toutefois un peu plus en France que les Français en Allemagne, essentiellement dans des filiales commerciales. Même après 1945, les investissements croisés restent très modestes.

## Une concurrence importante sur les marchés extérieurs

La production française était déjà largement inférieure à celle de son homologue allemande avant la création de l'Empire germanique. Au cours du premier XX<sup>e</sup> siècle, en dehors des fluctuations importantes dues aux situations de guerre et d'occupation, la production allemande d'acier est à peu près du double de la française. Cependant, la concurrence s'opère essentiellement sur les marchés extérieurs. Dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se développe la rivalité entre les firmes Krupp et Schneider en Europe orientale et dans les Balkans, mais il n'y a pas de concurrence vraiment sérieuse avant le tournant du XX<sup>e</sup> siècle, malgré les efforts des diplomates des deux pays pour lier les emprunts accordés aux États à des commandes industrielles. Par la suite, la part des exportations représente en moyenne environ un gros tiers de leur production respective (essentiellement des produits finis), avec de fortes fluctuations. Ainsi, au cours des années 1925-1933, cette part varie de 22 à 45 % pour l'Allemagne et de 31 à 48 % pour la France. Pour les années 1950 à 1980, elle passe de 17 à 44 %, pour l'Allemagne et de 25 à 50 %, pour la France. Sur la fin du siècle, cette part est en constante augmentation, tout comme les importations, signe d'une plus grande circulation dans une industrie mondialisée. C'est donc sur le marché international que les rivalités sont fortes, surtout dans les périodes de crise économique, comme dans les années 1930 ou 1970, la hausse des exportations permettant d'amortir les reculs sur le marché intérieur. Lors des négociations pour le traité de la CECA, si le projet met en scène six pays producteurs, c'est bien la concurrence entre la France et l'Allemagne sur les marchés extérieurs qui fait la part principale des débats.

Fig. 2



*Jusqu'en 1918, l'Alsace-Lorraine est incluse dans les statistiques allemandes.*

*De 1919 à 1934, la Sarre est incluse dans les statistiques françaises. Pour 1945 à 1957, la Sarre est généralement comptabilisée à part ou comprise dans les statistiques allemandes (quelques incertitudes demeurent selon les sources).*

Source : Séries statistiques des organismes professionnels allemands et français, de l'EIA, de la CECA de l'ONU, diverses dates. Les données des exportations ne sont pas complètes.

Graphique : F. Berger

Pourtant, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle les Allemands considèrent que la production sidérurgique française n'est pas compétitive au niveau international. L'industrie allemande a de meilleurs prix de revient, son équipement est plus perfectionné et la qualité de ses produits est meilleure et les Allemands estiment que les Français privilégient les produits moins chers au détriment de la qualité, en particulier dans les aciers spéciaux. Dans les années 1920, les Allemands expliquent cela en raison de la guerre : soumise au blocus, l'Allemagne a fabriqué par elle-même tous les produits, les Français couvrant une partie de leurs besoins avec des importations alliées. Il faut d'ailleurs souligner que dans l'Entre-deux-guerres, lors des visites faites en Allemagne, la qualité des produits frappe les visiteurs français.

Le ressenti allemand reste le même après 1945 : la sidérurgie française a gardé d'anciennes habitudes très critiquables. Sa faiblesse ne réside pas tant dans l'insuffisance de son approvisionnement en coke, qui est toujours mis en avant, que dans le mépris des exigences des industries transformatrices, ce qui résulterait de la politique commerciale de la Chambre syndicale de la sidérurgie française qui impose aussi les prix. Malgré une production largement excédentaire par rapport au marché national, les clients se plaignent

de la pénurie d'acier et de délais de livraison excessivement longs. Il y a manifestement un manque significatif de coordination entre la demande et la production, « *une maladie qui existe depuis des siècles* » et qui continue à être négligée. Ces consommateurs se plaignent également de la mauvaise prise en compte de leurs souhaits en termes de dimensions, profils et composition des aciers spéciaux. Cependant les Allemands soulignent qu'avec la mise en place de la CECA, l'industrie française sera désormais contrainte de s'adapter beaucoup plus aux souhaits de ses clients.

## Une coopération personnelle malgré les guerres

Jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle les élites de la sidérurgie des deux pays sont des hommes essentiellement issus des grandes familles de propriétaires-fondateurs ; et ces hommes se connaissent assez bien : les congrès internationaux, fréquents et très spécialisés, leur permettent de se rencontrer. Plus encore, de nombreuses visites sont organisées dans les firmes des deux pays, à partir de la dernière décennie du XIX<sup>e</sup> siècle, en général pour voir une unité ou une machine spécifique, ou dans le but d'acquérir un brevet. Des liens personnels sont donc tissés entre professionnels, même si le déclenchement de la Première Guerre mondiale transforme évidemment ces relations.

Pendant l'occupation allemande du nord-est, les tentations portent essentiellement sur la Meurthe-et-Moselle, riche en gisements miniers et qui n'a pas été annexée en 1871. Auguste Thyssen y avait d'ailleurs acheté plusieurs concessions avant la guerre. Pendant celle-ci, il est en tête d'un groupe d'industriels qui tente d'influencer le gouvernement allemand afin qu'il modifie ses buts de guerre, en vain. La défaite allemande a de lourdes conséquences territoriales et commerciales et le gouvernement français est accusé de vouloir profiter de la situation (« projet sidérurgique de Versailles »). Mais les sidérurgistes français en grande majorité ne l'approuvent pas car ces plans risqueraient de perturber les équilibres économiques, ce qui ne les empêche pas de pousser leur production et de prendre aux Allemands des parts de marché à l'exportation. Quant aux usines et mines allemandes d'Alsace-Moselle confisquées après-guerre, c'est sur le montant de l'indemnisation à leurs anciens propriétaires que les tensions augmentent : certaines sociétés françaises auraient récupéré ces biens à trop bon compte. Des rancœurs durables sont issues de ces transferts. Lors de l'occupation de la Ruhr (1923), qui mobilise fortement les sidérurgistes allemands, les industriels français restent très discrets et jouent l'apaisement.

Dans l'Entre-deux-guerres, les relations professionnelles reprennent vite le dessus, comme en attestent les nombreuses correspondances. Les industriels français s'intéressent toujours à la technologie allemande et dès le milieu des années vingt, de fréquentes visites sont à nouveau organisées. Elles donnent lieu à des échanges de bons procédés et donc à des visites en retour dans les usines françaises. Tous les comptes rendus relèvent la qualité de l'accueil et la nature des relations et des intérêts en jeu. Ces relations d'affaires régulières se poursuivent tout au long de cette période, y compris après 1933. À l'échelle européenne, lors des réunions qui se tiennent entre autres dans le cadre de l'Entente internationale de l'acier, les relations entre leurs dirigeants sont étroites, cordiales et même confiantes tout au long des années de 1926 à 1939, et cela malgré les inévitables

tensions des négociations au cours desquelles, d'ailleurs, les positions allemandes et françaises sont souvent proches face aux autres pays.

Lors de la Seconde Guerre mondiale, le gouvernement nazi fait occuper les établissements métallurgiques des zones occupées et y nomme des sidérurgistes allemands pour la direction technique. Certains d'entre eux ont des visées sur le secteur français (gisements miniers, brevets, entreprises confisquées après 1918), mais dans l'ensemble les relations restent professionnelles et ont même plutôt atténué la dureté du contrôle militaire des usines. La seconde sortie de guerre est encore plus rude pour les Allemands : leur production étant plafonnée par les Alliés, leur crainte est évidemment forte que les Français ne profitent de la situation pour prendre durablement des parts de marché. Si cette idée n'est pas totalement absente, la sidérurgie française cherche d'abord avant tout à se remettre sur pied et à se moderniser.

Après le choc de la Seconde Guerre mondiale, les relations directes reprennent assez rapidement, des rencontres se tenant dès 1948, à l'initiative française. Pour les Allemands, leurs collègues français sont des partenaires avec lesquels ils désirent véritablement travailler et dont ils partagent certaines idées sur la coopération européenne qui se dessine et qui devrait, selon eux, rester d'initiative privée. Ce n'est pas ce qui se met en place avec le Plan Schuman, mais malgré des négociations serrées la solidarité professionnelle domine face aux exigences des gouvernements.

## Des conceptions et des pratiques différentes

Les approches des industriels allemands sont différentes de celles de leurs homologues français en ce qui concerne les politiques publiques et les relations avec l'État. Avant 1945, les sidérurgistes français, identifiés au Comité des Forges, sont considérés comme très proches du pouvoir politique et de ce fait, soutenus par des mesures protectionnistes ou directement subventionnés, ce qui est très régulièrement dénoncé, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle. Le discours récurrent est que les industriels français vivent confortablement grâce aux aides nombreuses des gouvernements successifs. Ainsi, lors du second après-guerre, on constate que la sidérurgie française a reçu énormément d'aides de l'État (445 milliards de F entre 1945 et 1955), mais pensé que la neutralisation à long terme de la concurrence allemande étant acquise, elle pourrait se contenter d'efforts de modernisation modérés.

Pourtant, les risques de nationalisation lors des trois gouvernements socialistes (1936, 1981 et 2002) sont dénoncés, sans doute par solidarité professionnelle. Le dernier épisode, avec la menace de nationalisation faite par le ministre Montebourg (2012) pour sauver les emplois à l'usine de Florange, n'a pas manqué de faire les gros titres en Allemagne. Les politiques de planification, déjà amorcées dans l'entre-deux-guerres et qui deviennent prioritaires après 1945, font l'objet de nombreux débats en Allemagne. Des parallèles sont faits entre le projet du Plan Schuman (CECA) et celui du Commissariat général du Plan qui fait de la sidérurgie l'une de ses priorités, et les pouvoirs de planification et d'intervention « dirigiste » de la Haute Autorité se heurtent à une opposition véhémente.

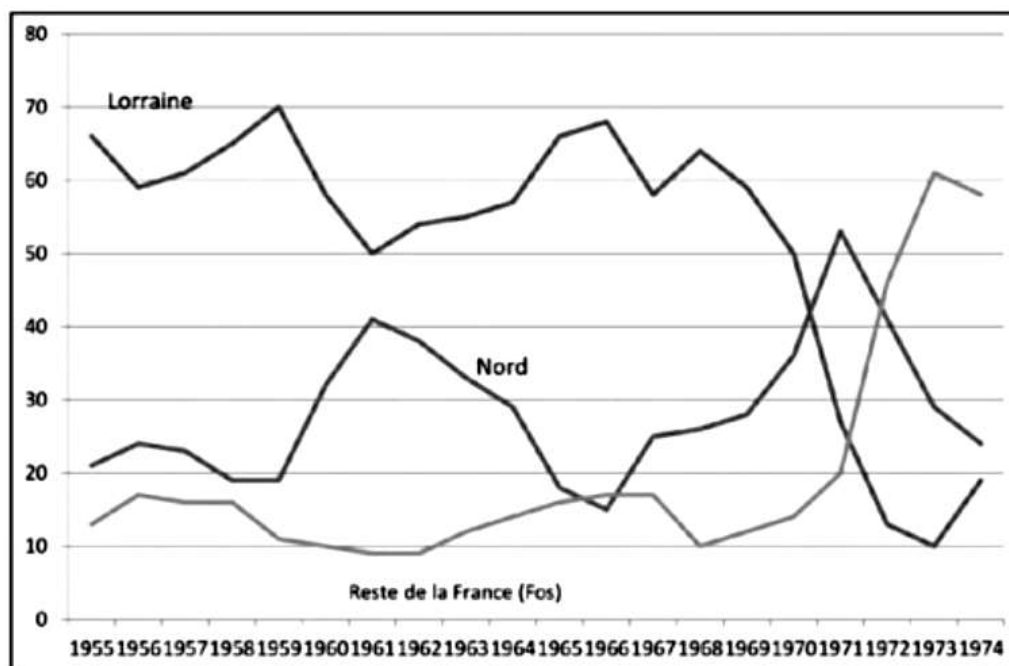
Un autre point faible de la sidérurgie française est, selon les Allemands, l'insuffisance de ses liaisons de transport. Le bassin lorrain (60 % de l'activité dans les années 1950) est isolé, sans liaison fluviale adaptée. C'est un véritable « talon d'Achille » et les longs débats

autour de la canalisation de la Moselle, qui semblait essentielle aux observateurs allemands, n'ont pas abouti. Ils ont dû mal à comprendre pourquoi cette région est privilégiée au détriment du littoral du Nord. Pourtant, grâce à d'énormes investissements et au soutien de la CECA, la sidérurgie lorraine connaît un second apogée à partir de 1953.

Fig. 3

### Investissement sidérurgique comparé : Lorraine et autres régions françaises (1955-1975)

en % des investissements



Source : Philippe Mioche, *La sidérurgie et l'État en France des années quarante aux années soixante*, thèse de doctorat d'État (Paris IV), Annexes statistiques, 1992.

Avec la crise des années 1970, les critiques deviennent plus sévères encore : la sidérurgie française profite de larges subventions, mais ne consent pas aux efforts nécessaires pour redresser la situation, comme on l'a fait en Allemagne. En 1975, tandis que les entreprises allemandes réduisaient leur personnel et leur production, les dirigeants français n'ont guère touché à leurs effectifs et programmaient encore une augmentation des capacités en continuant à injecter de généreuses subventions publiques dans des hauts fourneaux non rentables depuis longtemps. Côté allemand, l'incompréhension est grande. À l'échelle européenne, la crise de la sidérurgie provoque des tensions entre les deux pays, en particulier au moment de l'adoption par la Commission européenne de « l'état de crise manifeste ». En revanche, avec la mondialisation accélérée, dans les années plus récentes, France et Allemagne coopèrent, avec d'autres, pour faire pression sur la Commission en réclamant des mesures de protection du secteur sidérurgique vis-à-vis de la concurrence jugée déloyale de la Chine et de la Russie.

Aujourd'hui en France, le secteur sidérurgique n'est plus sous contrôle français, ce qui n'est pas le cas en Allemagne où quelques firmes importantes ont réussi à résister à l'offensive de grands groupes extra-européens.